



KPMG SA
12 Quai Armand Considère
29200 Brest

Association Patronage Laïque Municipal de la Cavale Blanche

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association Patronage Laïque Municipal de la Cavale Blanche
10 rue Heguel - 29200 BREST

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
12 Quai Armand Considère
29200 Brest

Association Patronage Laïque Municipal de la Cavale Blanche

10 rue Heguel - 29200 BREST

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association Patronage Laïque Municipal de la Cavale Blanche,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PATRONAGE LAIQUE MUNICIPAL DE LA CAVALE BLANCHE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

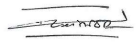


En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Brest, le 12 juin 2024

KPMG SA

 Signature
numérique de
Thomas Roimier
Date :
2024.06.12
12:48:59 +02'00'

Thomas Roimier

Associé

BILAN ACTIF AU 31/12/2023

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Conces., brevets, licenc., marq., procéd., logic., droits & val. simil.				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	96 165,00	89 580,00	6 585,00	6 315,00
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	37 766,00	35 437,00	2 329,00	2 432,00
Autres immobilisations	58 399,00	54 143,00	4 256,00	3 883,00
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières	15,00		15,00	95,00
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15,00		15,00	15,00
Prêts				
Autres				80,00
Total I	96 180,00	89 580,00	6 600,00	6 410,00
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 577,00		2 577,00	5 568,00
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	33 777,00		33 777,00	22 079,00
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	246 704,00		246 704,00	284 717,00
Charges constatées d'avance	18 819,00		18 819,00	17 220,00
Total II	301 877,00		301 877,00	329 584,00
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	398 057,00	89 580,00	308 477,00	335 994,00

BILAN PASSIF AU 31/12/2023

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires	22 434,00	22 434,00
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<i>Autres fonds associatifs (partie 1/2)</i>		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	160 393,00	160 393,00
Autres		
Report à nouveau	12 823,00	24 284,00
Excédent ou déficit de l'exercice	-27 743,00	-11 461,00
Situation nette (sous total)	167 907,00	195 650,00
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	466,00	869,00
Provisions réglementées		
<i>Autres fonds associatifs (partie 2/2)</i>		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	168 373,00	196 519,00
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	35 624,00	31 026,00
Total III	35 624,00	31 026,00
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		

Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	19 452,00	36 990,00
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	27 121,00	27 502,00
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	57 907,00	43 957,00
Total IV	104 480,00	108 449,00
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	308 477,00	335 994,00

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	28 074,00	57 015,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	7 947,00	7 359,00
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	123 343,00	94 665,00
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	170 508,00	164 999,00
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	15 115,00	15 346,00
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	27 474,00	34 203,00
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consomptibles virées au compte de résultat		
Autres produits	80,00	206,00
Total I	372 541,00	373 793,00
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	6 708,00	8 887,00
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	158 381,00	138 238,00
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	3 561,00	3 482,00
Salaires et traitements	167 434,00	169 036,00
Charges sociales	36 474,00	37 033,00
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 398,00	3 257,00
Dotations aux provisions	4 598,00	3 502,00
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	29 853,00	25 936,00
Aides financières		
Autres charges		
Total II	409 407,00	389 371,00
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	-36 866,00	-15 578,00

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 372,00	1 387,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	5 372,00	1 387,00
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	5 372,00	1 387,00
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-31 494,00	-14 191,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	4 003,00	602,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	4 003,00	602,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		-2 128,00
Sur opérations en capital	253,00	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	253,00	-2 128,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	3 750,00	2 730,00
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	381 916,00	375 782,00
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	409 660,00	387 245,00
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	-27 743,00	-11 464,00

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	178 116,00	166 535,00
Bénévolat	277 389,00	245 463,00
TOTAL	455 505,00	411 998,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	124 119,00	112 538,00
Prestations en nature	53 997,00	53 997,00
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	277 389,00	245 463,00
TOTAL	455 505,00	411 998,00

ANNEXE aux comptes annuels

Patronage Laïque de la Cavale Blanche

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS :

Désignation de l'association : PATRONAGE LAIQUE CAVALE BLANCHE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 308 477 euros

Et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant une perte de 27 743 euros.
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/05/2024 par les dirigeants de l'association.

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION, ACTIVITES, MOYENS MIS EN OEUVRE :

Créé le 7 avril 1983, le Patronage Laïque Municipal de la Cavale Blanche (PLMCB), association laïque d'éducation populaire (loi 1901), est un équipement de proximité ouvert à tous les habitants du quartier et au-delà. Il s'inscrit dans une dynamique du bien vivre ensemble.

Le PLMCB a pour buts :

- d'entretenir des relations amicales entre tous ses membres.
- de développer leurs qualités morales et intellectuelles par des activités artistiques et culturelles.
- d'améliorer leurs capacités par la pratique de l'éducation physique et sportive dans le respect de la charte du sport.
- d'encourager sous toutes ses formes le développement des valeurs de la laïcité et d'entretenir des relations étroites avec les écoles publiques du quartier.
- de faciliter la mise en place d'activités répondant aux besoins sociaux.

Le PLMCB est une association reconnue d'intérêt général (Direction Générale des Finances Publiques - 27/02/15) qui, depuis de nombreuses années, compte plus de 1.400 adhérents inscrits dans une quarantaine de sections sportives ou culturelles.

Pour mener à bien ses missions, le PLMCB dispose des moyens suivants :

- une centaine de bénévoles actifs en charge du fonctionnement de l'association et des sections, mais également de l'organisation de manifestations diverses
- une équipe de 8 salariés permanents (dont le Directeur technique mis à disposition par le groupement LABO)
- une équipe d'une douzaine d'animateurs (CEE ou CDI) en charge de l'activité ALSH
- 1.319 m² de locaux municipaux + accès aux locaux de l'école des Hauts de Penfeld (545 m²)
- un véhicule (fourgon Renault Traffic)
- un parc informatique récent, un photocopieur et le matériel et mobilier bureautique nécessaire au fonctionnement de l'association

- tous les équipements et accessoires nécessaires au bon fonctionnement de ses activités, qu'elles soient culturelles, ludiques ou sportives.

Conformément aux buts poursuivis par le PLMCB, l'ensemble de ces moyens est destiné à développer des activités sportives et socio-culturelles en direction des enfants, des jeunes et des adultes du quartier.

Pour renforcer sa politique de proximité, le PLMCB bénéficie du soutien de la Ville de Brest, de la CAF et des partenaires du territoire de Saint-Pierre : mairie de quartier, médiathèque, écoles et équipements socio-culturels de la Rive Droite.

REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général et ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n° 2020-08.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception de la 1^{ère} application du règlement ANC n° 2018-06 à compter du 1^{er} janvier 2020
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE :

Point général sur la situation du PLMCB à l'issue de l'exercice 2023 :

Le nombre de nos adhérents et pratiquants est en augmentation par rapport à 2021 et 2022. Pour autant, les chiffres n'ont pas atteint le niveau de ceux de 2019.

En effet, nous comptons 1192 adhérents soit une augmentation de 40 personnes par rapport à 2022 (contre 1432 en 2019).

Certaines de nos sections fond le plein, tandis que d'autres sont en baisse d'effectifs. Le lancement de nouvelles activités a pu permettre de voir de nouveaux adhérents franchir notre porte.

Nous avons augmenté notre capacité d'accueil au centre de loisirs par l'embauche de 2 animatrices en CDII et la mise à disposition d'un éducateur sportif (ancien poste de coordination sportive). La fréquentation a augmenté mais pas dans des mesures comparables à celles de 2019.

L'inflation est également bien présente et l'ensemble de nos charges ont augmentées sans que nos recettes n'augmentent suffisamment.

Questions et enjeux pour 2023 et au-delà :

Afin de faire face aux augmentations de nos charges, il va nous falloir trouver des moyens pour augmenter nos recettes. Pour cela, il faudra :

- Continuer le travail amorcé sur la communication en augmentant notre présence sur les réseaux sociaux, en rénovant notre site internet et en développant les liens avec les partenaires de quartier.
- Augmenter nos tarifs d'adhésions et de cotisation.
- Trouver de nouveaux partenaires financiers.

Un axe de travail important se situera autour de l'accueil de loisirs afin que celui-ci retrouve une fréquentation qui soit en corrélation avec sa capacité d'accueil. Il nous faudra pour cela :

- Continuer à proposer des projets innovants
- Développer les projets avec les écoles du quartier en y intégrant nos animateurs et ainsi permettre une continuité éducative.
- Intégrer les familles au cœur des loisirs des enfants afin de les impliquer dans la vie associative.

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE :

L'association provisionne les indemnités de fin de carrière des salariés évalués en application de la recommandation ANC n° 2013-02 en prenant en compte le taux de rotation du personnel.

La dette actuarielle en matière d'indemnités de retraite évaluée au 31 décembre 2023 s'élève à 35 624 euros en application des conditions de la convention collective de l'animation (ex socioculturelle) et selon les hypothèses suivantes :

- Taux de charges sociales personnalisés en fonction du réel : Salaire brut + charges patronales – taxe sur les salaires 2023
- Valeur probable 1,20 %
- Dette actuarielle 2023 sur la base de la table simulation IFC 2020 en fonction de l'ancienneté et de la convention éclat
- Méthode d'évaluation : rétrospective prorata temporis
- Départ volontaire à l'initiative du salarié
- Age de départ à la retraite : 65 ans.

Selon la convention financière signée entre l'association et la Ville de Brest, l'indemnité correspondant aux postes financés dans le cadre de cette convention, seront prise en charge par la Ville de Brest.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES :

Les Contributions volontaires correspondent à :

>**aux prestations de la Ville de Brest** : 14 171 € (Fluides)

>**à la mise à disposition de locaux** par la Ville de Brest : 108 948 €

>**à la mise à disposition de personnel fédératif par la Ville de Brest** : 53 997 €

La valorisation de ces éléments résulte d'une information communiquée par la Ville de Brest (compte administratif 2023).

>**au bénévolat** : celui-ci tient compte du temps d'encadrement de certaines activités réalisées par des bénévoles. Le calcul est effectué par l'association et centralisé dans un tableau permettant d'identifier le nombre d'heures de bénévolat par activité.

Cette évaluation s'élève à 285 464 € et a été effectuée par le PLMCB de la manière suivante :

- Nombre d'heures totales : 22 837 heures
- Coût de l'heure : 12,50 €

A cette évaluation, il y'a lieu de déduire les **frais d'administration**(des administrateurs bénévoles) évalués à 8 075 € portant la valorisation globale du bénévolat à un montant total de 277 389 €

REPARTITION DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION ET CONCOURS PUBLICS

Le tableau ci-dessous indique la répartition entre les exercices

La totalité des subventions reçues en 2023 a été utilisé au cours de l'exercice.

1. SUBVENTIONS

Organismes ou collectivités	Objet	Engagements obtenus sur l'exercice	Prise en compte sur l'exercice	A affecter sur le prochain exercice
Ville de Brest	Financement manifestations	300,00	300,00	
Ville de Brest	Temps d'accueil périscolaire	31 085,00	31 085,00	
Ville de Brest	Financement poste comptable	31 024,00	31 024,00	
Ville de Brest	Ratio entretien	38 780,00	38 780,00	
Ville de Brest	Fonction.Enfance-jeunesse	21 957,00	21 957,00	
Ville de Brest	Programme Sport	4 804,00	4 804,00	
Ville de Brest	Critère d'utilité sociale	400,00	400,00	
Ville de Brest	Redevance déchets	831,00	831,00	
Ville de Brest	Financement interv. CAC	1 941,00	1 941,00	
Ville de Brest	40 ans du PLMCB	3 000,00	3 000,00	
Ville de Brest	Camps	3 481,00	3 481,00	
Ville de Brest	Aide aux licences sportives	785,00	785,00	
Sylae	Aide au apprenti	13 589,72	13 589,72	
CONSEIL DEPARTEMENT	Subvention	4 140,00	4 140,00	
AGEFIPH	Matériel ergonomique	226,08	226,08	
ACEF	40 ans du PLMCB	500,00	500,00	
MSA	Prestation de services	725,86	725,86	
		157 569,66	157 569,66	0,00

2. CONCOURS PUBLICS

Organismes ou collectivités	Objet	Engagements obtenus sur l'exercice	Prise en compte sur l'exercice	A affecter sur le prochain exercice
CAF	Prestation de service	27 254,03	27 254,03	
		27 254,03	27 254,03	0,00

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	22 434,00				22 434,00
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves «dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	160 393,00				160 393,00
Report à nouveau «dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée(1)»	24 284,00	-11 461,00			12 823,00
Excédent ou déficit de l'exercice «dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée(1)»	-11 461,00	11 461,00		27 743,00	-27 743,00
Situation nette	195 650,00	0,00		27 743,00	167 907,00
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	869,00			404,00	465,00
Provisions réglementées					
TOTAL	196 519,00	0,00	0,00	28 147,00	168 373,00

(1) « Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des PM de DP à but NL applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique

ACTIF IMMOBILISE :

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	93 497,00	2 668,00	0,00	96 165,00
Immobilisations financières	95,00	0,00	80,00	15,00
Total	96 592,00	0,00	0,00	96 180,00

État de l'actif immobilisé (brut)

Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	87 182,00	2 398,00		89 580,00
Immobilisations financières				
Total	87 182,00	2 398,00		89 580,00

Modalités d'amortissements

Pour les immobilisations inscrites à l'actif du bilan, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée d'utilisation normale prévue, soit :

- Concession, brevet, licence 2 ans
- Matériel et outillage 5 à 10 ans
- Matériel de transport 10 ans
- Matériel de bureau 2 à 5 ans
- Mobilier 10 ans